

L'amélioration de la résilience des élevages laitiers familiaux au Brésil requiert l'organisation d'un service de conseil intégrant tous les acteurs de la filière

Improving the resilience of family dairy farms in Brazil requires the organization of support services integrating all stakeholders of the dairy sector

FAGES M. (1), LE GUEN R. (2), CÔRTES C. (1), MELO A.A.S. de (3)

(1) Groupe ESA, 55 rue Rabelais, 49007 Angers, France

(2) Laboratoire LARESS, Chaire « Mutations agricoles », Groupe ESA, 55 rue Rabelais, 49007 Angers, France

(3) UAG/UFRPE, Avenida Bom Pastor, s/n, Boa Vista - CEP: 55292-270 - Garanhuns/PE, Brésil

INTRODUCTION

Le Pernambouc est le second État producteur de lait du Nordeste du Brésil. La région de l'Agreste Méridional, qualifiée de semi-aride, produit 73 % des volumes de lait de cet État (Alves et al., 2010). La sécheresse survenue en 2012 et 2013, associée à la destruction par la cochenille du carmin des cultures du figuier de barbarie utilisé traditionnellement dans l'alimentation des troupeaux, a conduit à une diminution de 40 % de la production laitière dès la première année de crise (IBGE, 2013). L'absence d'un conseil effectif aux éleveurs a été identifiée par plusieurs rapports d'étude (Gomes, 2008 ; Oliveira et al., 2013) comme un facteur limitant majeur au développement de la production laitière et à son adaptation au changement climatique.

Ce travail a pour objectif d'analyser les systèmes d'appui technique pour les producteurs de lait de l'Agreste Méridional du Pernambouc en termes d'offre et de demande (les attentes des éleveurs), afin de dégager des pistes d'amélioration des activités de conseil et de développement.

1. MATERIEL ET METHODES

Une enquête de type monographique a été réalisée en 2014 dans quatre municipalités de la région où la filière laitière occupe une place socioéconomique importante. Deux dispositifs d'enquête ont été mis en œuvre : d'une part, pour caractériser l'offre à partir de 46 entretiens individuels semi-directifs auprès des professionnels du secteur laitier ; d'autre part, pour caractériser la demande à partir de 21 entretiens collectifs qui ont mobilisé 276 éleveurs laitiers et membres de leur famille, représentant 221 élevages familiaux.

2. RESULTATS

2.1. UNE CARENCE DE CONSEIL PUBLIC ET PRIVE

La moitié (52 %) des agents de conseil et 70 % des producteurs enquêtés considèrent qu'il n'existe, dans la région, aucune offre véritable de service de conseil public ou privé. Seules trois entreprises privées proposent un accompagnement régulier qui concerne en tout et pour tout 21 élevages laitiers familiaux de la région. Parmi les autres structures qui disent avoir une activité de conseil, 36 % réalisent des visites ponctuelles chez les éleveurs pour résoudre un accident sanitaire ou de qualité du lait, tandis qu'un autre tiers propose un conseil de type technico-commercial. Ainsi seuls 7 % des éleveurs enquêtés ont reçu en 2013 la visite d'un professionnel dans leur élevage. L'offre existante a été jugée de qualité médiocre et peu efficace par les professionnels. Ces derniers expliquent cette situation par : le manque de fonctionnaires (57 %) et leur manque de compétences (47 %), la mauvaise exécution des politiques publiques (30 %), des conditions de travail difficiles (26 %) et l'ingérence ou, à l'inverse, le désintérêt de personnalités politiques (20 %).

Les producteurs de lait n'ont pas une bonne image des professionnels, principalement parce que « *personne ne vient les rencontrer pour discuter* » (1/3 des réponses).

2.2. DEMANDE D'UN APPUI REGULIER PAR DES AGENTS COMPETENTS

Près des trois quart des éleveurs (72 %) se disent tout à fait prêts à écouter les recommandations d'un technicien. Selon eux, cela permettrait de produire davantage tout en réduisant les charges, d'améliorer la qualité du lait et d'être plus capables de s'adapter en cas d'une nouvelle crise climatique. Ils souhaitent que le conseiller soit un professionnel qui se déplace à leur rencontre, qui soit compétent pour proposer des techniques adaptées à leur réalité productive, qui soit capable de réaliser des essais pratiques en coopération avec eux ; il devrait aussi avoir des notions de gestion de l'entreprise agricole, de comptabilité et de fiscalité.

2.3. VERS UN SERVICE PUBLIC CO-CONSTRUIT AVEC LES LAITERIES ET LES ELEVEURS ?

Les producteurs et les professionnels ont souhaité une participation financière de chacune des entités concernées. Pour 54 % des producteurs enquêtés et 52 % des professionnels, le conseil et le développement agricole doivent être des services financés essentiellement par l'État. Une contribution des laiteries est souhaitée par 63 % des producteurs et 57 % des professionnels. Près de 2/3 des éleveurs laitiers se sont dits prêts à participer au financement du conseil.

3. DISCUSSION

Ces résultats rejoignent ceux de Gomes (2008), qui constatait le manque de conseil aux éleveurs laitiers du Pernambouc et l'analyse par le TCU (2013) des politiques fédérales de développement rural. Les propositions d'amélioration du service de conseil sont cohérentes avec la Politique nationale de conseil et de développement agricole du Brésil (Governo do Brasil, 2010).

CONCLUSION

Les producteurs et les professionnels du secteur laitier sont conscients de l'enjeu que représente l'amélioration du service de conseil et du développement agricole pour l'avenir des élevages familiaux et de la filière dans la région, même s'il existe différentes dynamiques dans les quatre localités enquêtées en termes de production laitière, d'organisation politique et de capital social. L'évolution de ce service ne sera possible qu'en instaurant des dispositifs de dialogue entre les différents acteurs pour s'accorder sur son organisation et son financement, d'une part, et l'engagement des responsables politiques d'autre part.

Alves, A., Marinho, C., Abreu, V., Barros, K. 2010. Bovinocultura leiteira. Boletim setorial do agronegócio. Sebrae. Recife

Governo do Brasil. 2010. Loi N° 12.188 du 11/01/2010. Brasília

Gomes, S.T. 2008. Diagnóstico da produção de leite do Estado de Pernambuco. Recife

IBGE. 2013. Produção de origem animal : leite. Pesquisa Pecuária Municipal. [en ligne].

Oliveira, V.P., Neto, A.P., Oliveira, B.D., Silva, D.S., Souza, E.S., Borges Filho, E.L., Barros Junior, G., Branco, G. 2013. Território rural do Agreste Meridional.

TCU, 2013. Auditoria N°. TC 016.398/2012-2. Brasília.